

INTERVIEW

Michel Kokoreff,
Sociologue, professeur à l'université Paris 8
Vincennes-Saint-Denis



Spécialiste de la sociologie des drogues⁽¹⁾, Michel Kokoreff souligne la multiplicité de facteurs à l'œuvre dans les trajectoires qui mènent les jeunes au trafic de cannabis tout en démantant certains clichés. Retrouvez-le en direct lors du Facebook live du 16 janvier⁽²⁾.

Comment les jeunes arrivent-ils au trafic de cannabis ?

Michel Kokoreff : La plupart du temps par l'usage. Mais les trajectoires sont multiples et variées. Elles dépendent des milieux sociaux et des générations. Certains jeunes s'engagent dans des "carrières déviantes" longues, d'autres courtes, certaines à visée criminelle (devenir Tony Montana), quand d'autres franchissent le pas par opportunité (se "faire un billet", un peu d'argent de poche). Il y a également des "types" de carrières : certains sont déjà inscrits dans la petite délinquance et deviennent guetteurs,

quand par exemple obtenir un emploi est compliqué. On peut l'illustrer en France dans les quartiers prioritaires en considérant le biais ethno-racial : face à la discrimination, lorsque l'on grandit avec le sentiment que l'école et le monde du travail sont racistes, que ça ne sert à rien de faire des études parce que ceux qui ont des diplômes sont au chômage à cause de leur nom ou de la réputation du quartier, on peut voir le deal comme une solution pour faire coller ses ressources à ses besoins. À cela s'ajoutent des facteurs internes, "historiques" : le cannabis s'est diffusé massivement dans les années 1980

l'argent ne circule pas : mais c'est de l'argent qui ne se place pas, qui se flambe et qui peut être rejeté par la famille. Enfin, c'est de l'argent qui engendre des coûts : frais d'avocats, dettes ou aide aux personnes incarcérées. J'ajouterai pour conclure que lorsque des élus, des enseignants ou des parents dénoncent « *l'argent facile de la drogue* », ils contribuent à entériner le mythe.

Un autre mythe à la vie dure, celui du trafic cantonné aux cités...

Le trafic de cannabis se passe aussi ailleurs : à la sortie des lycées, autour et dans les

« La plupart des acteurs de l'économie du cannabis sont des smicards du business »

"charbonneurs" puis éventuellement gérants d'un spot, voire semi-grossistes. Mais il y a aussi des revendeurs sans délinquance avérée, inconnus de la police et de la justice, qui ne sont pas dans la rue mais dans des appartements ou livrent à domicile, dans une sorte de criminalité sans crime. Le troisième aspect à considérer est de savoir où en sont les jeunes dans leur carrière, car il y a une entrée – vers 14-16 ans –, une installation dans le trafic – entre 16 et 25 ans –, mais aussi des sorties, un passage à autre chose – entre 25 et 30 ans. La question de la sortie, assez peu étudiée, montre que le trafic n'est qu'un moment d'une carrière et informe sur les possibilités d'action et de prévention.

Comment le contexte économique-social influence-t-il ces trajectoires ?

Le deal est une économie de la survie, perçu comme une manière d'accéder à des ressources

dans les quartiers populaires. Cela fait quarante ans que les "petits" y observent les grands. Ils savent ce qu'est un guetteur, un revendeur, un toxico, un acheteur, comment échapper à la police, comment couper les barrettes et les conditionner. Cet apprentissage aboutit à une culture locale du trafic qui se reproduit, alimentée par les mythes autour de l'argent, les films, les séries...

L'image de l'argent facile n'est donc qu'un cliché ?

Il y a tout un imaginaire de la réussite qui consiste à voir dans le deal un moyen de mener une belle vie, synonyme de beaucoup d'argent, de belles voitures... Mais en réalité, comme l'a évalué l'économiste Christian Ben Lakhdar, les dealers de rue gagnent au mieux le smic, sont ce que j'appelle des « *smicards du business* ». Comme dans toute économie, l'enrichissement est limité à un nombre restreint de personnes. Cela ne veut pas dire que

universités, dans les quartiers populaires mais centraux, dans des lieux festifs, etc. Cette multiplicité des lieux découle d'une demande forte, constante, qui n'est pas du fait des seuls jeunes, pauvres, immigrés... C'est d'ailleurs le nœud du problème : comment faire face à une demande sociale généralisée de psychotropes contre lesquels le tout répressif échoue ?

Le débat autour de la dépénalisation ou de la légalisation vous semble indispensable ?

Oui, c'est une conclusion logique : dans un pays où la consommation de cannabis concerne un jeune de moins de 19 ans sur deux, alors que le taux de poursuites pénales est l'un des plus élevés de la communauté européenne, force est de constater que la politique menée depuis 40 ans ne fonctionne pas. Il faut donc changer la loi. ■

⁽¹⁾ Dernier ouvrage co-dirigé : *La catastrophe invisible. Histoire sociale de l'héroïne* (France, années 50-années 2000), Paris, Editions Amsterdam, 2018, 653p.

⁽²⁾ Facebook Live, le 16 janvier à partir de 19h, avec Michel Kokoreff et Jonathan Bocquet, adjoint en charge de la Jeunesse.